

Présence des militant.e.s communistes dans les festivals

Des militants communistes du Finistère seront présents pour rencontrer les festivaliers, notamment :

au Festival du Bout du Monde à Crozon (du 4 au 6 août)

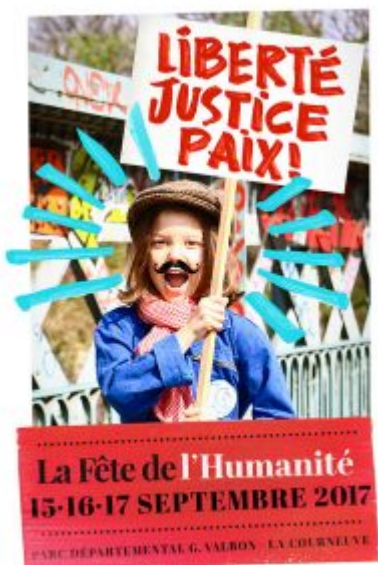
aux Jeudis du Port à Brest (27 juillet, 3, 10 et 17 août)

à la Fête du Bruit à Landerneau (du 11 au 13 août)

au festival Fest Kern Zion à Guissenny (du 19 au 20 août)

devant l'exposition Picasso au Fonds Edouard Leclerc des Capucins à Landerneau

Nous vendrons à cette occasion la vignette de soutien pour la fête de l'Huma (25€, ouvrant droit à l'entrée sur 3 jours de fête).



En Bretagne comme ailleurs, pour la jeunesse et les salariés, l'été et les vacances sont là pour faire la fête, se reposer

et se détendre, mais aussi pour préparer la riposte et la résistance à la politique de Macron de casse du travail et des services publics et notamment la grande manifestation intersyndicale du 12 septembre soutenue, entre autres, par le PCF.



Une belle fête du PCF au Guilvinec samedi 15 juillet



La fête de la section communiste du pays bigouden au Guilvinec a encore été réussite cette année. Participation populaire, groupes de musique et échanges politiques préparant résistances et alternatives à Macron et son monde de la finance, ont fait son succès.

Ci-dessous l'intervention d'Ismaël Dupont, secrétaire

départemental du PCF 29, lors de cette belle soirée du samedi 15 juillet 2017.



Bonjour à toutes et tous,

Quel plaisir d'être là avec vous sous le soleil à cette belle fête du Travailleur Bigouden, à l'invitation de la section communiste du Pays Bigouden!

Quel plaisir de nous retrouver au Guilvinec, ville de pêche et de conserveries, de chantiers navals, petite ville à forte mémoire ouvrière!

Les militants et sympathisants communistes se sentent ici en pays ami comme dans tous les ports du pays bigouden, de la pointe sud-ouest du Finistère, entre Douarnenez et de Concarneau.



Le Guilvinec, un port empli de lutttes et résistances sociales et politiques

En 1926, c'est la grande grève des ouvrières des conserveries au Guilvinec, à Lesconil et dans tous les ports aux alentours, organisée avec l'aide de **Charles Tillon** de la CGTU, futur grand résistant et membre des Brigades Internationales pendant la guerre d'Espagne. Les ouvrières demandaient 22 centimes d'augmentation pour leur tarif horaire. « *Pemp real ar vo !* » : ce sera un franc 25.

Les ouvrières bigoudènes à coiffe manifestaient en chantant l'Internationale et des chansons de lutte en breton, drapeau rouge en tête.

Une image forte de la lutte des classes en terre bretonne qu'a immortalisée en 1982 l'artiste quimpérois **Alain Le Quernec** pour une conférence de l'UL CGT sur les luttes sociales en pays bigouden.

Charles Tillon, élu conseiller municipal à Douarnenez avec **Daniel Le Flanchec**, raconte qu'une ouvrière d'usines de conserverie sur quatre ou cinq était tuberculeuse. « *Le mouvement victorieux des femmes d'usine a entraîné les pêcheurs à mieux prendre conscience de leurs droits et qu'en labourant la mer, ils étaient à la source de tout* ».

Il est resté des traces profondes de ce beau combat des forçats de la mer dans l'histoire politique et sociale de la région.

Le Guilvinec faisait partie des 5 communes à municipalités communistes du Finistère à la veille du Front Populaire en 1935 avec Treffriagat, Beuzec-Conq, Douarnenez et Concarneau.

Pendant la guerre, la résistance communiste au Guilvinec fut importante, animée notamment par l'ancien maire **Marc Scouarnec** jusqu'à son arrestation, **Pierre Cossec**, **Pierre Tanneau**, etc.. qui constituèrent une cellule communiste clandestine.

Jean Le Brun, futur maire communiste du Guilvinec fut déporté à Buchenwald. Employé à France Navigation, il faisait passer

des armes à l'Espagne République, appartenait au réseau « Orchestre Rouge ». Déporté à Buchenwald, **Marcel Paul**, dirigeant communiste de la Résistance du Camp, le chargea de protéger coûte que coûte Marcel Bloch, le futur Marcel Dassault, l'avionneur qui avait accordé des congés payés aux ouvriers de ses usines avant même le Front Populaire et dont les services étaient jugés nécessaires à la reconstruction de la France par le Parti Communiste.

De 1945 à 1983, avec les anciens résistants Marc Scoarnec et Jean Le Brun pour maires, Le Guilvinec est restée une mairie gérée par les communistes.

Si le communisme, la « jeunesse du monde » pour reprendre les propos d'Henri Malberg, est toujours une tâche à réaliser et non un patrimoine muséal à gérer, bien sûr, c'est aussi en se tournant vers ce passé du communisme populaire aux fortes traditions locales, et ses combats pour la dignité des ouvriers, des pêcheurs, des travailleurs, pour la liberté de notre pays et la lutte contre l'occupant nazi et les collaborateurs, que l'on tire des leçons d'engagement et de politique.



Les communistes à l'avant du combat antifasciste

Ainsi, c'est en mesurant le poids des combats de nos aînés que nous avons jugé nécessaire de faire à nouveau barrage à l'extrême-droite et aux idées rances de Marine Le Pen aux élections présidentielles.

Et avant cela de tout mettre en œuvre pour rassembler et faire gagner une gauche capable de préserver et d'étendre les conquêtes sociales et démocratiques, parce qu'elle affronterait le monde de l'argent. Nous n'avons pas envie que l'on continue à abîmer les services publics, l'hôpital, la sécurité sociale, le droit du travail, à renforcer la pauvreté, la précarité et le chômage avec des politiques pro-finance et inégalitaires.

Nous avons pris nos responsabilités en plaidant pour l'unité de la gauche authentique et en soutenant Mélenchon après un long débat interne et un vote souverain assez partagé de nos adhérents pour tenter de qualifier un candidat de gauche au second tour des Présidentielles.

Nous n'avons pas réussi à gagner notre pari, mais la barre était très haute tant les institutions desservent la gauche d'alternative et tant Hollande et les socialistes qui l'ont soutenu ont une responsabilité écrasante sur le discrédit de la gauche pour une grande partie de nos concitoyens.

Le piège présidentialiste s'est refermé

Un candidat qui a obtenu 24 % des voix aux premiers tours des présidentielles, qui a bénéficié d'un vote CONTRE au second tour, et d'une résignation aux législatives, va bénéficier de tous les pouvoirs pour mener, avec une majorité hybride et caméléon (ex-PS centristes ou de droite comme Le Drian et écolos centristes, nouveaux venus à En Marche, droite libérale) mais une majorité aux ordres, un projet de gestion de l'économie et de la société au service du *big business*.

Les forces de l'argent avaient deux fers au feu, Fillon et Macron.

Fillon délégitimé par la radicalité de son programme et de ses appuis de droite extrême, par ses affaires d'enrichissement familial, c'est Macron, soutenu dès le départ par bon nombre de milliardaires, d'actionnaires du CAC 40 et de patron de

presse, qui a réussi le tour de force de gagner un projet néolibéral, austéritaire, et pro-Europe des marchés, minoritaire de notre pays, en réussissant à fédérer différentes fractions de la bourgeoisie et à se faire passer pour le candidat du renouveau, lui dont la politique est promue par les élites depuis 35 ans, lui qui était le conseiller, puis le ministre des Finances, de François Hollande.

Lui qui a inspiré ces cadeaux aux grandes entreprises qu'étaient le CICE et le Pacte de responsabilité, mesures dictées par le MEDEF qui ont coûté 40 milliards d'euros aux finances publiques, avec pour résultat 500 000 chômeurs en plus, 46 milliards de dividendes versés par les entreprises à leurs actionnaires en 2016 (13 % en plus) !

Dans ce contexte difficile, avec un second tour des présidentielles ayant vu l'élimination de la gauche, l'affrontement entre néolibéralisme et populisme d'extrême-droite, nous regrettons profondément l'attitude de Jean-Luc Mélenchon et de la direction de France Insoumise qui, malgré l'appui des communistes à Jean-Luc Mélenchon aux présidentielles (414 parrainages d'élus communistes pour le candidat), ont préféré jouer la concurrence et le cavalier seul aux élections législatives, pour tenter d'installer une nouvelle hégémonie à gauche.



La situation méritait autre chose que des luttes électorales fratricides

Résultat : une abstention record, un éparpillement des voix, 28 députés communistes et France Insoumise là où nous aurions pu en compter deux fois plus ! La gauche, si l'on compte les députés PS non ralliés à Macron, et qui sont pour l'instant dans une politique de ni-ni très équivoque, ni opposition, ni ralliement au nouveau Bonaparte du monde des affaires, ne compte plus que 64 députés.

Une déroute inédite pour la gauche, à référer à ses moins de 30 % des élections présidentielles : signe d'une dangereuse recomposition en cours, d'un vrai risque de marginalisation, et du poids terrible des logiques anti-démocratiques de la Ve République : personnalisation du pouvoir et des enjeux politiques, toute-puissance du président, dépendance du monde politique par rapport au monde de l'argent, élections législatives transformées en instance de validation des dynamiques des présidentielles, absence de proportionnelle.

Les résultats du PCF ne sont globalement décevants aux législatives, malgré notre implantation militante active tout au long de l'année en dehors des campagnes électorales, des candidats souvent jeunes, issus du monde du travail, élus de terrain au bon bilan, en dehors des régions d'implantation forte, nous ne résistons pas à la vague France Insoumise avec qui nous partageons un espace politique, celui de la gauche de transformation.



Des député.e.s communistes au service du peuple contre Macron et pour de nouveaux droits sociaux démocratiques pour tou.te.s !

Malgré tout, nous avons 12 députés communistes à l'assemblée nationale, dont 9 nouveaux, en comptant **Huguette Bello**, du PC réunionnais. Et nous pouvons former un groupe autonome avec 4 députés d'outre-mer de gauche. Groupe présidé par **André Chassaigne** avec les députés de Seine-Maritime **Sébastien Jumel** et des Bouches-du-Rhône **Pierre Darhéville** comme porte-paroles.

Ces députés communistes ont déjà commencé à batailler contre le Président de « *ceux qui comptent* », celui qui regarde de haut « *ceux qui ne sont rien* » dans les gares, comme ces « *illettrés de Gad* », celui qui prend ses consignes au MEDEF, ressuscite les préjugés les plus condescendants à propos de nos amis africains, celui qui s'achète une vitrine internationale interlope en invitant Poutine à Versailles, le milliardaire Trump, le fossoyeur du climat, populiste, imbécile et raciste, au 14 juillet, et Netanyahu, le président d'extrême-droite israélien, aux commémorations de la rafle du Vélodrome d'Hiver les 16 et 17 juillet : 13 000 juifs, dont 4000 enfants, arrêtés brutalement au petit matin par la police française, entassés au Vel d'Hiv, avant d'être transférés dans les camps de transit, puis dans les camps

d'extermination allemand.

Notre regretté camarade **Henri Malberg**, qui vient de disparaître cette semaine à 87 ans, ancien dirigeant communiste de la fédé de Paris et porte-parole du groupe des élus communistes parisiens, qui a échappé de peu à la rafle du Vel d'Hiv, n'aurait pas aimé que l'on demande à un chef d'Etat brutal, raciste et irresponsable comme Netanyahu d'honorer les victimes juives du fascisme français et allemand, comme si le chef d'Etat d'Israël, engagé dans une politique de colonisation et d'apartheid à droite toute, était le porte-parole des juifs du monde entier.

Défenseurs du peuple à l'assemblée, les députés communistes ont voté contre la confiance au gouvernement Edouard Philippe, ont boycotté le discours d'Emmanuel 1er à Versailles, ils ont combattu, alinéa par alinéa, les 9 articles de la loi travail qui va encore renforcer la remise en cause du code du travail après une loi El Khomri rejetée par 2/3 des français et contre laquelle s'était levé un mouvement social de haute intensité pendant 8 mois.

Cette loi travail rejetée dans ses contours actuels par 60 % des Français qui facilite les licenciements économiques, réduit les pouvoirs d'intervention des syndicats, dénature les CDI, réduit les indemnités versés par les patrons en cas de licenciement injustifié, créant un véritable droit au licenciement abusif. Elle fait disparaître le CHSCT.

Nos parlementaires ont aussi porté dans ce débat l'exigence de la réduction du temps de travail (passage à 32h pour 2021)

Ils ont voté contre les nouvelles exonérations d'ISF (3 à 4 milliards d'euros à partager pour les riches), le maintien de la TVA à 21 %, la hausse de la CSG qui va durement frapper les retraités et continuer à détruire les fondements de la Sécu, basée sur le prélèvement sur les richesses produites dans l'entreprise.

46 % des baisses d'impôts voulues par Macron vont profiter aux 10 % de Français les plus riches a révélé le magazine Capital la semaine passée.

Nos parlementaires ont voté pour la suppression des emplois familiaux, pour que les élus condamnés pour des abus de biens sociaux deviennent inéligibles. Ils ont rejeté l'inscription dans la loi des mesures d'exception de l'état d'urgence qui menacent aussi tous ceux qui s'engageront dans la contestation sociale, les syndicalistes notamment.

Je pourrais continuer longtemps à illustrer la combativité des élus communistes, qui, dans l'ensemble, dans l'histoire, à quelques exceptions près, sont ceux qui n'ont jamais trahi les travailleurs et les classes populaires, ceux qui ont voulu faire du respect de la dignité du peuple et de l'accès de tous aux droits essentiels un objectif de civilisation dans les Palais de la République.

Toutefois, le vrai défi, c'est de faire monter la résistance populaire à Macron et à ses politiques capitalistes, et dès maintenant d'organiser la reconstruction sur de nouvelles bases d'une gauche conquérante et rassembleuse, travaillant pour l'intérêt commun, avec un projet tenant compte des évolutions de la société et des nouvelles attentes sociales, mais ne désertant pas les piliers historiques du projet de gauche que sont la défense des exploités, l'égalité des droits, la volonté de combattre les prédatons capitalistes, la laïcité, la Paix.

Le Parti Communiste se croit utile à réaliser cet objectif de part son histoire, ses valeurs, ses idées, ses milliers de militants et d'élus.



Le capitalisme financier et mondialisé n'a jamais été si brutal, si manifestement une force de régression qu'aujourd'hui quand 8 hommes les plus riches de la planète possède autant que la moitié de l'Humanité, quand les 20 milliardaires les plus aisés de France possèdent autant que 40 % des Français (étude d'OXFAM en 2016).

Nous devons travailler aussi de son côté à réveiller une perspective d'espoir et de société non soumise à l'argent et au capitalisme, à repenser notre stratégie, notre communication, notre présence et notre organisation militante, nos propositions, pour contourner le « mur ou du mépris du silence » des médias publics ou privés, et ne pas laisser aux seules forces populistes et bonapartistes le terrain.

Ce sera l'objet notre congrès extraordinaire en 2018.

Merci de votre attention et bonne fête !

Ismaël Dupont secrétaire départemental du PCF 29

Fête du Travailleur bigouden le samedi 15 juillet au Guilvinec sur le port



Première des trois fêtes communistes du Pays Bigouden (avec Lesconil le samedi 22 juillet et Loctudy le vendredi 18 août, en présence du porte-parole du PCF Bretagne, Xavier Compain), la fête du Guilvinec le samedi 15 juillet sera à nouveau un grand moment de rassemblement populaire, avec plusieurs centaines de participants venant goûter paella, soupe de poisson, moules, frites, saucisses merguez, discuter politique, écouter les concerts des « *Bad Losers* » et de « *La Compile à Johnny* » .

La plus grosse section communiste du Finistère après Brest, la section du Pays Bigouden, sait organiser des événements festifs d'été chaleureux et très animés.

Samedi 15 Juillet 19H00

Le Guilvinec

Souper Marin

Du Travailleur Bigouden

Soupe De Poissons Moules Frites Paëlla
Saucisses Merguez kouigns & far breton

Concert Gratuit

LA COMPILÉ À JOHNNY



Bad Losers

Organisée par le Parti Communiste du Pays Bigouden

le TRAVAILLEUR BIGOUDEN

MENU A LA CARTE

SOUPE DE POISSON	-	-	3€
PAELLA	-	-	7€
MOULES	-	-	4,5€
FRITES	-	-	2€
SAUCISSES MERGUEZ	-	-	4€

DESSERTS : à prendre et à régler au stand

KOUIGN	-	-	1€
FAR BRETON	-	-	1€
FAR ENTIER	-	-	9€

BOISSONS : à prendre et à régler au BAR

Cette année, au port du Guilvinec, au port de Lesconil le 22 juillet et au port de Loctudy le 18 août, la fédération du Parti Communiste tiendra un stand politique, animé notamment par Dominique Gontier et Yvonne Rainero, pour échanger avec les participants de la fête.

Ismaël Dupont, secrétaire départemental du PCF Finistère, fera le discours politique à cette fête du Guilvinec entre les deux concerts de « *La Compile à Johnny* » et des « *Bad Losers* » .

Venez nombreux au Guilvinec le samedi 15 juillet pour le plaisir de partager un bon moment et pour soutenir les camarades du Pays Bigouden.



Retenez aussi les dates des fêtes de la **section de Fouesnant** :

– le **lundi 12 août, Soirée Crêpes à la Forêt-Fouesnant**

Et de la fête de l'Isle de la **section PCF de Scaër** :

– les **samedi 19 et surtout le dimanche 20 août, avec un repas le dimanche 20 août et un verre de l'amitié à 11h30 (au Grand Champ à Scaër)**

Belle AG des communistes finistériens à Kernevel le samedi 8 juillet

75 adhérents des sections des 4 coins du Finistère présents à cette belle AG des Communistes Finistériens à Kernevel, sur la commune de Rosporden, avec pour ordre du jour les débats sur la situation politique nationale, le bilan de la séquence des présidentielles et des législatives, la préparation d'un Congrès Extraordinaire pour le PCF en 2018 et les questions à instruire pour relancer un Parti Communiste à l'offensive au service de la population. Une belle fraternité, des débats de qualité et respectueux, un plaisir de se retrouver, ont marqué cette journée.



Jacques Rannou, maire délégué de Kernevel sur la commune de Rosporden, a accueilli l'assemblée – photo Philippe Hernot

Xavier Compain a fait le discours d'introduction en reprenant les points saillants des décisions et débats du Conseil National des 23 et 24 juin et en développant aussi sur les initiatives régionales et les chantiers des mois à venir : fêtes de l'Humanité Paris et Bretagne, résistance aux lois de destruction du droit du travail et des services publics de Macron...



Xavier Compain, porte-parole des communistes bretons, a fait le discours introductif – photo Philippe Hernot



Des communistes attentifs posant les bases de la réinvention d'un PCF toujours utile pour lutter contre les mauvais coups

de Macron et proposer des alternatives révolutionnaires en matière démocratique, sociale, écologique et économique – Photo Philippe Hernot



Chacun.e a pu prendre la parole pour proposer des axes de transformation du Parti pour améliorer son audience et sa capacité à répondre aux besoins des populations et aux défis d'une situation politique de plus en plus inquiétante – photo Philippe Hernot

paroles communistes #7 – section de Brest

Dans le dernier *Paroles communistes* publié par la section de Brest on trouve, outre le rappel de l'[AG des communistes finistériens le 8 juillet de 10 à 13h à Rosporden](#) :

- un vote des élu.e.s communistes brestois pour défendre les moyens pour les écoles publiques (ci dessous en intégralité
- une affiche de campagne du PCF pour réclamer justice pour les victimes de l'amiante
- la mobilisation pour la Fête de l'Huma les 15 16 et 17

septembre (25€ le prix en vente militante)

- un rappel de la résolution du CN du 24 juin
- le rappel de la campagne d'été *L'été ce n'est pas fait pour casser le code du travail !*

Lors du Conseil municipal du 29 juin 2017, la délibération 25 portait sur les projets de conventionnement entre la Ville et les écoles privées brestoises. En désaccord sur l'accompagnement financier facultatif de la Ville aux écoles privées maternelles, le Groupe des élu-e-s communistes, par la voix d'Éric Guellec, s'est prononcé contre.



« Il nous est aujourd'hui proposé d'approuver les projets de convention concernant la mise en œuvre de la prise en charge par la Ville des dépenses des écoles privées pour les 4 prochaines années.

Cela dans un contexte budgétaire contraint, il n'est pas inutile de le rappeler, une fois de plus.

Vous le savez tous, la loi prévoit la prise en charge obligatoire par les communes des dépenses de fonctionnement des classes des écoles élémentaires, qu'elles dépendent de l'enseignement public ou de l'enseignement privé sous contrat.

Cette loi ne satisfait pas le Parti Communiste Français qui souhaite que les fonds publics financent uniquement l'Éducation Nationale. Afin de toujours améliorer la qualité du service public qu'elle doit rendre à tous les enfants.

Mais ce combat politique dépasse bien évidemment le cadre de notre Conseil Municipal.

A la lecture de cette délibération, nous notons certes que la Ville concentrera désormais son accompagnement de la scolarisation dans le privé sur les élèves dont les parents habitent à Brest.

Cependant un point nous pose réellement question : celui de l'accompagnement financier par notre Ville de la scolarisation dans les écoles maternelles privées.

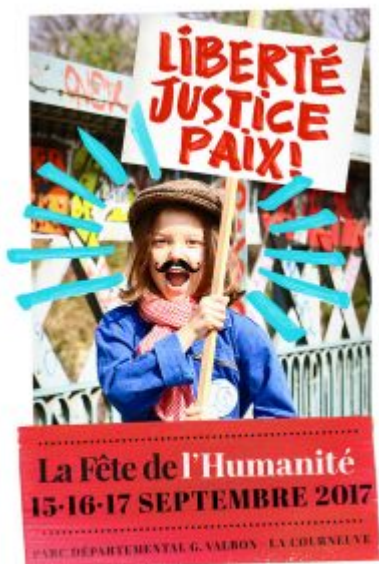
Rappelons que ce financement, aux yeux de la loi, n'a aucun caractère d'obligation. Il est purement facultatif.

Nous souhaitons qu'à l'avenir, soit baissé de façon significative l'accompagnement financier de la Ville de Brest à la scolarisation dans les écoles maternelles privées sous contrat.

Nous voterons contre cette délibération. »

Élu.e.s communistes de Brest le jeudi 29 juin 2017.





LGV et TER : mêmes services et besoins publics

L'élu communiste de Quimper, Piero Rainero a fait voter au Conseil Municipal de la ville un vœu pour défendre et développer le service public ferroviaire. La mise en place de la LGV ne doit pas empêcher le renforcement des TER, trains

d'équilibre du territoire, singulièrement la liaison Landerneau-Quimper.

Il a été adopté par 39 voix et 10 abstentions.

Ce vœu est adressé particulièrement au président de la Région Bretagne et à la ministre des Transports.



Proposition de vœu à porter à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Conseil Municipal conformément à l'article 2.2.7 du règlement intérieur.

À l'intention de Madame Elisabeth Borne Ministre de la transition écologique chargée des transports et de Monsieur Loïc Chesnais-Girard Président du Conseil Régional de Bretagne.

La mise en service le 2 juillet prochain de la LGV en Bretagne s'accompagne de modifications de la desserte par les TER qui affectent les déplacements des usagers du quotidien : personnes se rendant à leur travail, scolaires et étudiants.

Les habitants de notre ville et de toute la Cornouaille sont directement concernés.

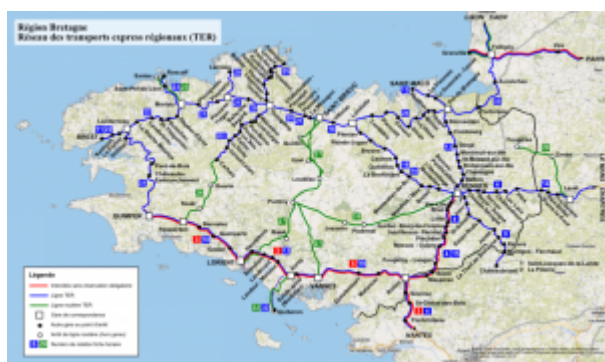
Par exemple s'agissant de la gare de Quimper :

Pour la destination de Rennes le dernier TER direct du matin partira à 6H38, et en fin de journée, de Rennes vers Quimper, il n'y aura que 2 TER directs après 16H, le dernier étant à 17H35.

Pour la destination d'Auray il ne restera que 3 TER directs avant 10H au départ de Quimper contre 6 actuellement, et pour Lorient il n'en restera plus que 3 avant 8h contre 6 auparavant.

Quant à se reporter sur les TGV, les tarifs sont plus élevés et les places ne sont pas réservées pour les titulaires de la carte Korrigo.

De plus il importe de mieux coordonner aux nouveaux horaires des TGV ceux des lignes de cars du conseil départemental desservant les gares de Quimper et de Brest.



L'arrivée à Quimper de la grande vitesse ne doit pas conduire à une baisse de la qualité de la desserte ferroviaire régionale qui se traduirait par le report sur la route d'une partie du trafic voyageurs au bénéfice des sociétés privées de transport.

Le transport ferroviaire répond à une nécessité de service public pour les usagers, qui n'ont souvent pas d'autre choix, et pour le développement harmonieux des territoires qu'il dessert. Il répond aussi à des exigences de sécurité et à des impératifs écologiques incontournables.

Le conseil municipal de Quimper demande par conséquent à Madame la Ministre de la transition écologique chargée des transports et à Monsieur le Président du Conseil régional de Bretagne de rechercher avec la SNCF, en lien avec les élus concernés, les syndicats de personnels, les représentants des différents collectifs de défense des usagers, les solutions

les plus adaptées aux problèmes qui restent posés : horaires, cadencement des TER et tarifications.

Quimper le 23 juin 2017.

Piero Rainero, conseiller municipal communiste de Quimper.